



Comité Technique Local Val d'Oise du 9 mars 2018

Compte-rendu des représentants CGT

**Répartition des sièges du CTL depuis les élections du 4 décembre 2014 :
CGT 2 sièges, Solidaires 4 sièges, FO 3 sièges, CFDT 1.**

Ordre jour :

- 1- Formation professionnelle : bilan 2017, plan local de formation (pour avis)
- 2- Bilan de la campagne 2017 des entretiens professionnels – gestion 2016 (pour information)
- 3- Exécution budgétaire 2017 et projet de budget 2018 (pour information)
- 4- Archivage (pour information)
- 5- Affranchissement (pour information)
- 6- Transfert du pilotage de la mission enregistrement de la division des professionnels et du recouvrement forcé vers la division des particuliers et des missions foncières (pour information)
- 7- Questions diverses

1- FORMATION PROFESSIONNELLE : bilan 2016 et plan 2017 (pour avis)

BILAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 2017 EN QUELQUES CHIFFRES

La direction du Val-d'Oise a compté cette année 112 animateurs contre 99 l'année dernière.

Elle se félicite du nombre grandissant d'agents bénéficiant de formation (hausse de 12.9 % en 2017 par rapport à 2016).

Le nombre d'agents ayant bénéficié d'au moins une formation est de 1037 agents.

La CGT Finances Publiques 95 s'est interrogé sur les exclus de la formation :

D'année en année, la réponse de la direction ne varie pas ; la majorité des exclus de la formation le sont car ils ne sont pas en poste (congé maladie, parental, etc). Il s'agit tout de même de 150 agents pour 2017.

Il est à noter que certaines formations ont été refusées car les agents ne sont pas assez nombreux à les demander ; la spécificité trop peu répandue de leur poste doit les conduire, selon la direction à faire cette formation en région et non en local. Encore faut-il leur proposer...

Concernant l'e-formation, la CGT réaffirme son attachement à une formation de qualité, à savoir avec de vrais collègues et non en face de son écran.

Ce déploiement s'inscrit une nouvelle fois dans une logique budgétaire, seul leitmotiv de notre chère direction.

D'autre part, La CGT Finances Publiques 95 a réaffirmé qu'il était inadmissible que certains

collègues n'aient pas l'intégralité de leurs frais remboursés lors des stages ; notamment les frais de parking sur Cergy puisque trop peu de places sont disponibles.

La direction s'est montrée bornée sur ce point, seul le transport ferroviaire rentre dans le cadre du remboursement.

Pour ce qui est de la voiture, même avec une autorisation préalable, il n'y aura aucun remboursement dépassant le tarif du billet de train.

Prévoyez donc de faire certains stages à vos frais !

A bon entendeur...

Enfin, la CGT Finances publiques 95 s'est interrogée sur certains « volontaires » désignés d'office dans les services de la direction, pour surveiller le concours de catégorie C à Goussainville.

Pour la Direction, « on ne manque jamais de personnes, il y a toujours des volontaires ». Quand on dit à des agents que s'il y a trop peu de volontaires, il y aura des désignations d'office, forcément, des collègues se dévouent pour épargner ceux qui habitent trop loin du centre d'examen ! La CGT ne peut pas s'en satisfaire !

Vote CGT : ABSTENTION

2- BILAN DE LA CAMPAGNE 2017 DES ENTRETIENS PROFESSIONNELS 2016

Très peu de recours (aucun en B).

Malgré la disparition des bonifications, la CGT Finances publiques encourage les agents mécontents à faire appel de leurs appréciations et autres éléments du tableau synoptique, notamment pour ceux qui souhaiteront se porter candidats à la liste d'aptitude

3- EXECUTION BUDGETAIRE 2017 ET PROJET 2018

1. Exécution du budget 2017

Chiffres globaux :

6 291 322 € ont été dépensés par la DDFIP du Val d'Oise, soit une baisse de 969 738 € par rapport à 2016 !

Cette somme comprend 5 458 056 € de dépenses de fonctionnement et 596 076 € de dépenses d'équipement.

Les postes en baisse :

- L'entretien courant :

Ce poste a baissé de 157 662 € (546 763 € en 2016 / 389 101 € en 2017) en raison de charges payées d'avance en 2016. La réparation des volets roulants de Garges a été imputée sur ce budget (6116 €).

- Le nettoyage :

Moins 13 599 € (408 154 € en 2016 / 394 555 € en 2017) dû à une baisse des surfaces à nettoyer, grâce aux fermetures de postes.

- L'affranchissement :

Grâce à CLIC'ESI et à la centralisation de plis envoyés en nombre, ce poste a baissé de 98 989 € (1322 722 € en 2016 / 1 223 733 € en 2017).

- Les frais de déplacement :

La prévision était à la hausse en raison de l'augmentation des EDR mais il était de moins 3 177 € sur ce poste (330 661 € en 2016 / 327 484 € en 2017). Une des explications est peut-être qu'une partie des collègues ne se font pas rembourser leurs frais de déplacement au vu de l'usine à gaz que représente FDD ! Sans compter les refus de remboursements !

- Le matériel et les consommables informatiques :

Moins 118 571 € (341 168 € en 2016 / 222 597 € en 2017).

- Les loyers non budgétaires :

Une baisse de 769 713 € passant de 1 978 995 € en 2016 pour 1 209 282 € en 2017, suite à l'abandon de certains locaux et à la renégociation à la baisse de certains baux.

Les postes en hausse :

- L'impression et la reprographie :

Une augmentation de 647 € (132 831 € en 2016 / 133 478 € en 2017).

- Les télécommunications :

La rénovation des autocommutateurs pour 117 811 € explique une hausse de 129 820 € du budget de ce poste (111 324 € en 2016 / 241 144 € en 2017).

L'utilité de ces autocommutateurs laisse la CGT Finances Publiques bien perplexe pour ne pas dire plus...

La majorité des collègues reçoivent beaucoup d'appels concernant des services autres que le leur !

- L'achat, la location et l'entretien de matériel :

155 941 € en 2016 / 191 113 € en 2017, soit une augmentation de 35 172 € suite à l'achat de luminaires, vidéo projecteurs, bureaux, caissons...

- Les fournitures de bureau :

Une faible augmentation de 1 704 €, passant de 42 134 € sur 2016 à 43 838 € sur 2017.

- Les frais de transports :

Explosion de ce budget dû aux déménagements (Merci les restructurations!) ainsi qu'à la société SVP en charge du transport des plis (48 000 €) : 102 287 € en 2016 contre 216 600 € en 2017.

Il est d'ailleurs étonnant de ne pas rapprocher le budget du transporteur à celui de l'affranchissement...

- L'achat de service informatiques :

Très grosse augmentation (24 829 € en 2016 / 137 716 € en 2017) due à l'acquisition de gestionnaires de file d'accueil pour 123 197 €.

La CGT Finances publiques 95 a demandé des explications sur l'augmentation conséquente des frais de justice qui passent de 149 705 € en 2016 à 177 267 € en 2017.

Est-ce dû aux différentes procédures de plus en plus bâclées ?

Nous sommes dans l'attente de réponses.

D'autre part, la CGT a rappelé l'urgence de changer les fenêtres de Garges car l'isolation est plus que précaire.

La direction constate qu'effectivement « on chauffe la rue » mais qu'aucun budget n'est alloué à l'heure actuelle...

Il semble plus urgent de déménager les services avec un coût important plutôt que de se soucier du bien-être des agents.

2. Budget 2018

Le prochain budget 2018 est évalué à 6 243 198 €.

La CGT Finances publiques restera vigilante sur les différents postes de dépense déterminés dans le budget.

La direction nous a déjà prévenu que certaines dépenses devront être limitées voire nettement baisser, notamment l'affranchissement et la reprographie. Ces décisions se répercuteront fatalement dans les conditions de travail des agents dans les services !

4- ARCHIVAGE

L'archivage devient une priorité sur 2018, suite à un AUDIT.

Un calendrier précis et détaillé prévoit des relocalisations d'archives dans une logique métier.

La direction est très claire sur ce point : c'est aux agents de se dégager du temps pour réaliser eux même leur archivage. Si besoin, d'autres tâches devront alors être négligées.

Pour la CGT Finances publiques, le manque cruel de moyens humains poussent les services à délaisser l'archivage au profit d'autres missions plus importantes ou jugées plus urgentes.

Nous demandons donc plus de moyens humains alloués afin que la DDFIP n'abandonne aucune mission !

5- AFFRANCHISSEMENT

La tendance est à la baisse.

Les raisons sont à la fois par le développement de CLIC'ESI, l'envoi d'écoplis en nombre, mais aussi grâce aux échanges de plus en plus dématérialisés.

L'acquisition d'une colleuse à Cergy a permis de regrouper les plis de différents sites sur un seul, ou ils seront affranchis en masse.

Cependant, il est à noter que la société SVP Transport a étendu son périmètre de collecte des plis, ce qui implique un contrat et donc un budget revu à la hausse...

6- TRANSFERT DE L'ENREGISTREMENT

Un service départemental de l'enregistrement sera créé sur le site d'Ermont le 1^{er} novembre 2018.

Ce service dépendra de la « filière fiscale particuliers », alors que précédemment, celui-ci était rattaché au SIE. De ce fait, plusieurs agents de Cergy devront déménager à Ermont.

La CGT Finances Publiques dénonce à nouveau cette restructuration forcée.

7- Questions diverses

1 / Suite à l'épisode neigeux des mercredi 7, jeudi 8 et vendredi 9 février, la CGT Finances publiques 95 s'était mobilisée pour obtenir la régularisation massive des pointages pour l'ensemble des collègues ayant eu des difficultés à venir travailler ces 3 jours.

Ayant obtenu la régularisation du mercredi, il nous semblait légitime, puisque de nombreuses

directions de la RIF ont procédé à la régularisation des 3 jours (voir même certains chefs de services de leur propre initiative dans notre département), que notre chère direction s'aligne sur ces sages décisions.

La réponse est tombée d'un seul mot : « Inchangé ».

Malgré notre demande d'explication quant à ce refus, la direction a ajouté ceci : « Inchangé ! »

Un mépris total et réaffirmé de l'ensemble des collègues du Val d'Oise !

2 / Les travaux du SIE d'Ermont, et notamment du service recouvrement ont posé problème.

Les agents se sont mobilisés pour obtenir de la direction une configuration qu'ils réclamaient depuis décembre.

Malgré de nombreux échanges avec le chef de service, et de nombreux changements, la direction a affirmé que tout avait été fait en concertation avec les agents et que tout le monde était d'accord !

La CGT Finances Publiques 95 constate que la direction sait mieux que les agents ce qui se passe dans les services, et n'hésite pas à user de mauvaise foi lorsqu'on aborde un sujet qu'elle considère clos.

Il n'est visiblement pas possible de configurer un espace de 20 m2 avec l'ajout de deux perches informatiques a posteriori. Un problème de coût ou simplement le mépris des collègues une fois de plus ?

3 / Beaucoup de problèmes relationnels à Argenteuil, entre la chef de centre, les collègues et les usagers.

La CGT Finances Publiques 95, demande à ce que la Direction soit particulièrement vigilante, aux propos tenus par certains responsables de centre qui ne cherchent qu'à envenimer des situations déjà compliquées. Il est navrant de constater que certains usent de l'humiliation pour asseoir leur petit pouvoir.